

PAR AILLEURS



DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DES JARDINS

Hiver 1997

Volume 4, numéro 1



**Le microfinancement : un outil pour
casser le cycle de la pauvreté**

DID injecte un demi-million de dollars au Costa Rica

1996 : une année déterminante !

« 1996 : une année déterminante ! »

L'année 1996 a été fort remplie chez Développement international Desjardins (DID). Par *Ailleurs* a rencontré Ghislain Paradis, président-directeur général de DID, pour faire le bilan de cette année importante dans l'évolution de l'institution et pour jeter un coup d'œil sur l'année qui vient.

PAR AILLEURS : De façon globale, comment résumez-vous l'année 1996 ?

GHISLAIN PARADIS : Pour DID, 1996 a été marquée par une présence dans 26 pays, assurée par environ 250 employés dont près de 150 sont étrangers, un volume d'opérations de près de 17 M\$, l'accueil de 270 stagiaires, la réalisation de 91 missions ponctuelles, la production de dix publications sur nos méthodologies d'intervention, et j'en passe. On a aussi connu l'aboutissement de deux dossiers éminemment stratégiques : la création d'un fonds de partenariat et le renforcement de notre présence en Amérique latine.

P.A. : Parlez-nous de ce fonds de partenariat.

G.P. : Ce fonds est pour DID un outil additionnel d'intervention auprès de partenaires plus mûrs, dont la croissance exige l'apport de capital. Le fonds compte actuellement près d'un million de dollars qui proviennent des bénéfices accumulés par DID au fil des ans.

P.A. : Y a-t-il d'autres organismes que DID qui participent à ce fonds ?

G.P. : Pour le moment, non, mais nous avons l'intention de nous associer d'autres partenaires, du Québec, du Canada ou de l'étranger. D'ailleurs, le fonds a fait son premier investissement récemment de concert avec la Caisse de dépôt et placement du Québec. (Voir article page 5)

P.A. : N'est-ce pas un peu étonnant de voir une institution telle que la Caisse de dépôt et placement s'engager dans le développement international ?

G.P. : À première vue peut-être, mais il ne faut pas croire que développement international et rendement sont inconciliables. D'ailleurs, la politique d'investissement du fonds met l'accent sur l'authenticité des prix et le respect des règles du marché. Et si la Caisse de dépôt et



Ghislain Paradis lors d'une visite à Coopeindia, une coopérative horticole en transformation du Costa Rica.

placement a décidé de s'engager avec nous dans le projet de FEDECREDITO, c'est qu'elle y voit un potentiel de rendement à moyen et à long terme.

P.A. : L'accès à de nouvelles sources de financement est-il l'un des enjeux majeurs de DID pour 1997 ?

G.P. : Très certainement, DID a vu le jour grâce à Desjardins et à l'ACDI. Nous serons toujours près des valeurs dont l'ACDI fait la promotion, mais il devient nécessaire d'accroître le nombre de nos bailleurs de fonds.

Le principal enjeu, ce sont les ressources humaines. Les contrats sont attribués à partir de la qualité des curriculum vitae que nous pouvons soumettre. Il faut donc pouvoir disposer d'experts financiers polyvalents, multilingues, capables de s'adapter aux conditions de ces marchés. Alors avis aux jeunes ayant de 5 à 10 années d'expérience, spécialisés en banking (crédit, contrôle, économie, informatique) et qui maîtrisent au moins une seconde langue !

P.A. : DID a-t-il d'autres atouts pour s'imposer parmi les grands organismes de développement international ?

G.P. : Bien sûr. Au cours de la dernière année, nous avons intensifié la production de publications dans lesquelles sont consignés, entre autres, le savoir-faire de DID, sa méthodologie, ses approches et sa philosophie. Ces publi-

cations circulent dans le monde de la coopération internationale et contribuent à accroître notre notoriété et notre crédibilité.

Par ailleurs, l'évolution des besoins de nos partenaires étrangers nous a aussi poussé à leur offrir des solutions informatiques. Par exemple, à la demande du Burkina Faso, de la Lituanie, du Mexique et du Viêt-nam, nous avons implanté MicroBanker, un logiciel servant à l'automatisation des transactions pour les réseaux en démarrage. Nous avons également conçu INDIX, un tableau de bord informatisé qui s'inspire du logiciel Alerte utilisé chez Desjardins, mais qui est plus souple, multilingue et multidevise.

Enfin – et ce n'est pas à négliger –, nous pouvons compter sur la force et la crédibilité de Desjardins. Car derrière DID, il y a l'expérience d'un réseau qui, depuis bientôt un siècle, offre des services de qualité à ses membres, un réseau qui a su s'adapter et composer avec le changement.

P.A. : DID a-t-il de nouveaux partenaires étrangers en vue ?

G.P. : Je suis très heureux d'annoncer que 1997 marquera le début d'une présence accrue de DID en Amérique latine. Ainsi, au cours des quatre prochaines années, DID appuiera la réingénierie complète des coopératives d'épargne et de crédit de la région de Lima, au Pérou. De plus, nous interviendrons auprès de coopératives d'Argentine, du Brésil, d'Uruguay et du Paraguay, notamment pour accroître leur capacité à aider les PME et pour améliorer l'intercoopération entre elles.

P.A. : On ne saurait terminer cette entrevue sans parler des relations entre DID et les autres composantes de Desjardins ?

G.P. : Comme à chaque année, plus de 270 visiteurs et stagiaires provenant des pays d'intervention de DID ont été reçus par les diverses composantes du Mouvement. De plus, de nombreux employés ont effectué des missions ponctuelles auprès de nos partenaires étrangers.

En 1997, en plus de répéter cette collaboration, nous avons l'intention de faire partie, avec d'autres composantes du Mouvement, de missions d'exploration de Desjardins au Mexique et dans quelques pays d'Amérique latine. Nous serions heureux de faire profiter les membres de Desjardins et nos partenaires du Sud de notre expérience et de nos contacts.

Le microfinancement Un outil pour casser le cycle de la pauvreté

En février dernier se tenait le Microcrédit Summit, un événement international qui réunissait les organisations intéressées par le microfinancement. Développement international Desjardins prenait part à cet important sommet. Mais au fait, qu'est-ce que le microfinancement et pourquoi de nombreuses organisations internationales y voient-elles le moyen d'intervention par excellence contre la pauvreté?



Luu Thi Xuan est membre de la coopérative de Lienson. Elle a obtenu un prêt de 300 000 dôngs (30 \$ CAN), grâce auquel elle a pu acheter trois porcs qu'elle a revendus à profit au marché. Au Viêt-nam, DID appuie la mise en place d'un réseau de plusieurs centaines de coopératives financières qui offrent du microfinancement.

Qui dit microfinancement dit petite épargne et petits prêts. Les coopératives d'épargne et de crédit d'ici et d'ailleurs ont fait du microfinancement bien avant que ce terme soit utilisé. Récemment, des projets de microfinancement ont surgi un peu partout à travers le monde, surtout dans les zones

économiquement faibles de la planète: la banque Grameen, au Bangladesh, est un exemple très connu d'institution créée exclusivement pour prêter aux plus démunis; dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal, où vit une population parmi les plus pauvres au pays, des cercles d'emprunts ont vu le jour afin d'encourager la création de petites entreprises. C'est là le but de toute initiative de microfinancement: favoriser la prise en charge dans la solidarité avec le groupe et promouvoir l'autonomie, ce qui concorde tout à fait avec les objectifs de Desjardins.

Les montants prêtés dans les projets animés par DID sont minimes. Ainsi, en trois ans, le prêt moyen pratiqué dans les caisses villageoises du Burkina Faso se chiffrait à 56 \$ (voir l'encadré).

RENVERSER LA VAPEUR

On peut faire bien des choses avec de petites sommes dans un pays en développement. Acheter un peu de bétail, par exemple - dans certaines parties du monde, le propriétaire d'une vache est une personne riche -, ou encore des semences et quelques outils aratoires. Faire l'acquisition d'un métier à tisser pour faire vivre la famille. Mieux encore, se regrouper en coopérative et acheter quelques métiers à tisser, du matériel de teinture et faire vivre tout le village avec la fabrique de tissus! Si la prospérité augmente, les enfants auront davantage de chances d'aller à l'école plutôt que de travailler, car, une fois les besoins primaires comblés, on accorde plus d'importance à l'éducation. La communauté, confiante dans ses ressources, se dotera de meilleurs équipements sanitaires, et les maladies endémiques feront moins de ravages. De nouvelles entreprises seront créées et les femmes, souvent responsables des moyens de production qui font vivre toute la famille, seront moins durement touchées par la pauvreté, de même que leurs enfants. Le mécanisme économique sera enfin enclenché dans la bonne



La cuisson des beignets d'arachide. Village de Yaco, Burkina Faso.

direction. C'est la raison pour laquelle, dans son dernier rapport, l'Unicef établit que le prêt de petites sommes est un des moyens de sortir du cycle infernal de la pauvreté¹.

Les projets de microfinancement auxquels participe DID s'adressent à des

groupes de personnes à faible revenu. Les membres endossent les emprunts de façon conjointe et solidaire et les redistribuent entre eux, pour la mise en œuvre d'activités productives. Pour en arriver à ce mode de fonctionnement, on donne la formation nécessaire aux membres du groupe. Les taux d'intérêt sont réalistes et tiennent compte des coûts d'octroi. Dans tous les cas, ils sont nettement plus bas que les taux exorbitants pratiqués par les usuriers locaux. D'ailleurs, le taux de remboursement des prêts est de 100%.

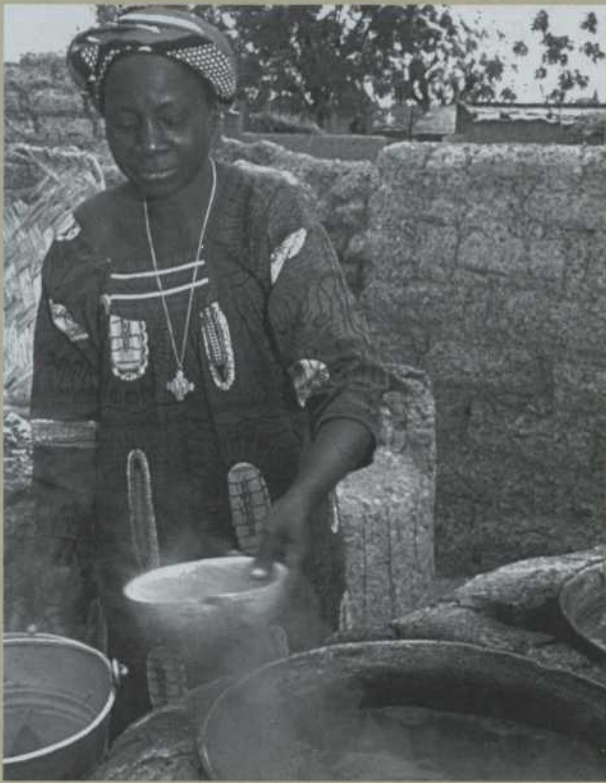
PRISE EN CHARGE PLUTÔT QUE CHARITÉ

Aux yeux de DID, l'arrimage des projets de microfinancement avec les coopératives locales d'épargne et de crédit est non seulement garant du succès de l'entreprise, mais tout à fait logique. Après tout, c'est pour répondre à ce genre de besoins que sont nées les premières caisses populaires au Québec. Comme il ne s'agit pas de charité mais bien de prise en charge, la rentabilité du microfinancement est primordiale, puisque le capital doit être rémunéré; il revient aux groupes de bien soupeser les chances de succès des initiatives qui leur sont soumises.

Les coopératives d'épargne et de crédit sont tout indiquées pour faire du microfinancement : elles ont des structures déjà en place, elles jouissent d'une reconnaissance juridique, elles ont l'expertise nécessaire et des liquidités disponibles. Bref, elles ont ce qu'il faut pour aider à la création des petites entreprises qui contribueraient à redonner l'autonomie financière aux 100 millions de familles les plus pauvres de la planète. Déjà, en mars 1996, les réseaux appuyés par DID avaient accordé pour 217 millions \$ de dollars canadiens de crédit, pour une moyenne de 300 \$ par prêt.

Les projets de microfinancement soutenus par DID requièrent parfois des mises de fonds importantes si le bassin d'épargne locale n'est pas suffisant. De plus, ce type de projet suppose un travail de terrain considérable, comme toute entreprise à échelle humaine fondée sur la mobilisation individuelle. Mais le jeu en vaut la chandelle pour les pays partenaires de DID : lorsqu'on élar-

LES CAISSES VILLAGEOISES DU BURKINA FASO : POUR FEMMES SEULEMENT



Une femme du village de Yaco en processus de fabrication du dolo, la bière locale du Burkina Faso.

Michel Dompierre

En deux mots, voici l'histoire des caisses villageoises du Burkina Faso. Les caisses populaires de ce pays, présentes depuis 1972, ne pouvaient répondre aux besoins de tout le territoire. Pour circonvier le problème, le réseau des caisses est devenu le partenaire d'un projet de caisses villageoises qui s'adresse aux femmes. Sa particularité : donner aux femmes des séances d'éducation informelles et les amener à créer leur propre emploi.

Pourquoi s'adresser aux femmes ? Tout simplement parce qu'en Afrique elles constituent plus de 60% de la main-d'œuvre du secteur alimentaire et sont responsables de 80% de la production des vivres... tout en rece-

vant moins de 10% du crédit aux petits agriculteurs. Elles sont à l'écart des projets de développement et plus exposées à la faim et à la malnutrition.

Les caisses villageoises sont constituées de quelques regroupements de 5 à 6 femmes qui peuvent faire, en vue d'activités productives, de petits emprunts conjoints et solidaires. Chaque semaine, les membres reçoivent une formation d'une animatrice qui effectue aussi le suivi du crédit. Et ça fonctionne à merveille : 82 000 femmes sont membres de 398 caisses villageoises; on observe une réelle solidarité au sein des groupes, et l'accent est mis sur l'épargne.

git l'accès aux ressources productives et qu'on assure une protection socio-économique à des communautés vulnérables, on coupe le chemin de la pauvreté de la meilleure façon qui soit : en

procurant au plus grand nombre possible la dignité du travail.

¹ Unicef; *La situation des enfants dans le monde - 1997.*



Pierre Goulet

Claude Béland, président du Mouvement Desjardins, Carlos Bonilla Ayub, président de Sistema FEDECREDITO, Rebeca Grynspan, ministre de l'Habitation et des Établissements humains, André Roy, président du CA de DID, Émile Gauvreau, alors directeur général des politiques, planifications stratégiques et gestion à la Direction générale des Amériques de l'ACDI, et Mario Vargas, directeur général corporatif, Sistema FEDECREDITO.

DID INJECTE UN DEMI-MILLION DE DOLLARS AU COSTA RICA

San José, Costa Rica. Le 12 novembre 1996, c'était jour de grande première. En présence de plusieurs centaines de représentants de coopératives réunis pour la Conférence régionale des Amériques, tenue sous les auspices de l'Alliance coopérative internationale, Desjardins et Sistema FEDECREDITO signaient une entente de partenariat de 500 000 \$US. Si bien qu'au moment où vous lisez ces lignes, les noms de DESJARDINS et de FEDERED¹ figurent sur la même bannière au Costa Rica. FEDERED est en fait la marque de commerce des 46 coopératives d'épargne et de crédit affiliées à Sistema FEDECREDITO.



L'argent investi par DID servira à financer un projet d'une centaine d'habitations coopératives dans deux quartiers défavorisés du pays. Les prêts sont garantis par BANHVI, la banque hypothécaire du Costa Rica. Soulignons que DID a également servi d'intermédiaire auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec qui a injecté, à son tour, un demi-million dans ce réseau de coopératives costariciennes.

Ce nouveau partenariat s'inscrit dans un effort sans précédent

du réseau Sistema FEDECREDITO pour moderniser ses équipements et son offre de service. C'est que, depuis quelques années, la concurrence étrangère est féroce, en particulier depuis l'entrée en scène de Bancrecen, une importante banque mexicaine qui a ouvert 80 succursales un peu partout au Costa Rica.

UN PLAN STRATÉGIQUE EN QUATRE POINTS

Face à l'arrivée de nouveaux acteurs financiers et à une déréglementation de l'activité financière au pays, Sistema FEDECREDITO s'est dotée d'un plan stratégique en quatre points. La priorité

Par cette entente, les deux organisations conviennent d'alliances stratégiques d'ordre technique et financier. Il faut savoir que DID entretient des liens étroits avec son vis-à-vis costaricien depuis plusieurs années et que cette nouvelle entente vient en quelque sorte sceller un partenariat déjà bien engagé.

La preuve en est que Sistema FEDECREDITO a entrepris, à l'instar de Desjardins et sur le modèle de celui-ci, la réingénierie de ses processus d'affaires. Et pour réussir cette opération d'envergure, elle fait appel à des partenaires étrangers. DID a donc répondu favorablement à l'appel lancé par ce partenaire de longue date, en investissant un demi-million de dollars américains dans Coovivienda, une filiale du groupe spécialisée en crédit hypothécaire. Soixante mille dollars seront versés en capital social et 440 000 \$ en dépôts à terme de 3 à 5 ans.



Celemo Montero Chavez explique à une équipe de DID le projet de construction de la coopérative d'habitation de San Ramón.

¹ RED signifie réseau en espagnol.



va évidemment au développement technologique. D'abord, standardiser un réseau informatique qui, jusqu'en 1991, affichait pas moins d'une quarantaine de configurations différentes. Puis intégrer l'ensemble des services financiers, en faire la mise en marché et en garantir la qualité. C'est ici qu'entre en jeu la nouvelle bannière FEDERED; elle constitue l'aspect le plus visible de cet effort de réingénierie.

En troisième lieu, l'efficacité de ses opérations. Pour ce faire, la fédération peut s'appuyer sur une de ses quatre filiales - Audicoop - qui jouit désormais d'un rôle auxiliaire reconnu par la Loi sur la supervision des coopératives financières. Finalement, étendre le rayonnement de son réseau partout au pays.

Pour Celemo Montéro Chavez, directeur général de Coopesanramón qui compte 5 500 membres et un actif de 5 millions de dollars américains, le plan de la fédération arrive à point nommé. « Jusqu'ici, dit-il, nous n'avions pas de projets à long terme; on se contentait de faire du travail opérationnel. Maintenant on ne peut plus continuer de la sorte. La concurrence nous force à avoir une vision à plus long terme. »

M. Chavez annonce du même souffle que sa coopérative versera dans la modernisation de ses équipements 15 des 20 millions de colones (3 millions de dollars américains) de ses troupes de l'année. C'est dire combien la prise de conscience des coopératives affiliées à Sistema FEDECREDITO est sérieuse.

COOPEALIANZA

San Ramón, avec son actif de 5 millions de dollars américains, est une petite coopérative; Coopealianza, avec ses

30 millions \$ US, est une des plus importantes. Née de la fusion de deux caisses d'économie en 1971, Coopealianza compte aujourd'hui 45 000 membres. Elle possède 14 bureaux et 5 points de service.

Depuis cinq ans, sa croissance a fait un bon de 100%. Elle aussi aborde maintenant la phase du développement technologique. D'ici les deux prochaines années, elle compte doter ses 14 succursales d'un guichet automatique. Pour ce faire, elle vise une pénétration de 40% des nouveaux cantons qu'elle vient d'investir. Pour l'heure, sa présence là-bas se limite à environ 10% de la population.

Ce que Dietmar Gomboa, directeur général de Coopealianza, redoute le plus chez ses concurrents, et en particulier chez Bencrecen, le nouveau venu mexicain, ce sont ses communications en droite ligne avec ses succursales. « La concurrence vient très vite, dit ce jeune d.g. de 30 ans. Il nous faut chercher des alliances, et les petites coopératives devront s'unir sous peine de disparaître. »

Coopealianza mise beaucoup sur ses vendeurs itinérants; elle en compte une vingtaine sur 150 employés. Elle songe, en outre, à faire de la place à un représentant de Banco Federado, une de leurs filiales spécialisées dans le prêt à la PME et qui offre le service de chèques.

Pour bâtir son plan stratégique et de relance, Sistema FEDECREDITO s'est inspiré largement du modèle de réingénierie actuellement à l'essai chez Desjardins. Dans ces circonstances, il n'est pas surprenant qu'elle cherche à tisser des liens plus étroits avec la principale institution financière québécoise. Et coopérative par surcroît.

LES MISSIONS DE COURTE DURÉE DES EMPLOYÉS DE DESJARDINS

Plusieurs experts du Mouvement des caisses Desjardins interviennent chaque année dans des domaines tels que l'informatique, la gestion coopérative, la comptabilité et la législation bancaire. Au cours des mois de septembre à décembre, les employés suivants ont effectué des missions de courte durée pour DID.

Nom	Organisme	Destination
Jacques Paquin	Confédération	Lituanie
Guy Vaillancourt	Confédération	Uruguay
Jacques Ripeau	Confédération	Costa Rica
Denis Dorion	Fédération de Québec	Viêt-nam
Josée Bélisle	Fédération de Québec	Hongrie
Louis Bordeleau	Fédération de Québec	Viêt-nam
Mario Méthot	Fiducie Desjardins	Mali
Denis William	Investissement Desjardins	Costa Rica
Gaston Ouellet	Service d'inspection de la Confédération	Hongrie

LES NOUVEAUX EMPLOYÉS " SIÈGE SOCIAL " VENUS DE DESJARDINS

Nom	Organisme
Josée St-Hilaire	Service d'inspection de la Confédération

LES CONSEILLERS " TERRAIN " DE RETOUR AU PAYS

Nom	Pays
Serge Beaudry	Sénégal
Richard Pellerin	Philippines
Jean-Guy Larochelle	Viêt-nam

RÉAFFECTATION DES CONSEILLERS " TERRAIN "

Nom	Était conseiller au...	Est maintenant au...
Jacques Bastien	El Salvador	Pérou
Raymond Arsenaault	Sénégal	Pérou
Nicole Dubois	Mali	Sénégal

RAYONNEMENT DESJARDINS

LES VISITEURS ÉTRANGERS

Développement international Desjardins accueille chaque année des stagiaires et des visiteurs en provenance de nombreux pays. Ceux-ci sont désireux de connaître le modèle Desjardins et de parfaire leurs connaissances à l'égard de certains volets du modèle coopératif québécois. Au cours des mois de septembre à décembre 1996, Desjardins a été l'hôte de 98 représentants des pays suivants :

BRÉSIL

Dix représentants des coopératives de crédit du Brésil.

BULGARIE

Deux délégués d'organisations syndicales nationales.

BURKINA FASO

Deux représentants d'organisations syndicales nationales.

COSTA RICA

Deux représentants de Banco Federado, M. Alvaro Duran, un représentant de Audicoop (filiale de Sistema FEDE-CREDITO), deux représentants de Junta Directiva Nacional et de l'Asamblea de Trabajadores et trois représentants de Banco popular y desarrollo comunal.

ÉTATS-UNIS

MM. Larry Boone, directeur général adjoint, et François Dagenais, directeur de la pensée stratégique tous deux de l'Institut inter-américain de coopération pour l'agriculture (IICA).

FRANCE

Vingt-cinq représentants de la 6^e promotion du Centre de perfectionnement au management de la Chambre syndicale des banques populaires de France.

GUINÉE

M^{me} Hadja Tété Nabé, présidente du groupement des femmes d'affaires de Guinée, Son Excellence El Hadj Thierno

Habib Diallo, ambassadeur de la République de Guinée au Canada, ainsi que deux représentants du ministère des Affaires sociales, de la Promotion féminine et de l'Enfance.

HAÏTI

Neuf représentants des coopératives haïtiennes et du projet de revitalisation du mouvement coopératif haïtien, un représentant de l'Institut de recherche, de formation et d'expertise conseil en gestion d'entreprises (IRFEC), un représentant des caisses de la région métropolitaine de Port-au-Prince, deux représentants du Bureau de contrôle des institutions financières d'Haïti ainsi qu'une représentante du conseil d'administration de la Caisse de l'Université de Port-au-Prince à Haïti.

MALI

Deux délégués d'organisations syndicales nationales.

MAURITANIE

M. Mohamedou Ould Michel, gouverneur de la Banque centrale de Mauritanie, ainsi que cinq délégués de cette même organisation.

PHILIPPINES

Cinq représentants du House of Representative Special Committee on Cooperatives Development.

ROUMANIE

Trois représentants de la Banque Transilvania de Roumanie, de la Transilvania Mutual Funds ainsi que du Canadian Roumanian Council of Trade and Commerce (CRCTC).

RWANDA

M. Jacques Bihozagara, ministre de la Jeunesse et du Mouvement associatif du Rwanda, ainsi que deux délégués d'organisations syndicales nationales.

SÉNÉGAL

Deux représentants d'organisations syndicales nationales.

TUNISIE

MM. Tahar Boukhis, président-directeur général de la Banque d'habitat de Tunisie, et Fathl Farah, président-directeur général de la Société de services informatiques Tunisys.

URUGUAY

Quatre délégués de Centro financiero cooperativo de Uruguay (COFAC).

VIÊT-NAM

Un représentant du bureau du gouvernement du Viêt-nam, deux représentants du ministère du Plan et Investissement et un représentant du ministère des Affaires étrangères.

Ces visiteurs ont été accueillis chez Desjardins par les institutions suivantes : la Confédération, le Bureau de la surveillance et de la sécurité financières, la Société historique Alphonse-Desjardins, la Centrale informatique Desjardins, le Service d'inspection et de vérification de la Confédération Desjardins, la Corporation du fonds de sécurité de la Confédération, les fédérations des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec, du centre du Québec, de l'Estrie, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, et les caisses populaires Desjardins dont les noms suivent : Sainte-Claire de Montréal, Lévis, Saint-Anselme, La Pocatière, Rivière-Ouelle, Bienville, Anjou, des enseignants de Pascal-Taché, Saint-Esprit de Rosemont, Dessaulles, Coaticook, Collège de Lévis, Saint-Frédéric de Drummondville et Saint-Sacrement.

Signalons également que plusieurs organismes extérieurs au Mouvement des caisses Desjardins ont reçu ces visiteurs.

ICI ET LÀ...

EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

DID s'associe à l'Association des coopératives tchèques pour appuyer la mise en place d'un réseau de coopératives d'épargne et de crédit. Cette intervention soutiendra le développement de dix caisses d'épargne et de crédit sur une base pilote, pour une période de trois ans. L'Association prévoit, au cours de cette période, la création d'une centaine de coopératives qui permettront aux populations locales d'avoir accès à des services financiers adaptés à leurs besoins. Financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), ce projet contribuera à la transition de la République tchèque d'une économie planifiée vers une économie de marché. Rappelons que DID est déjà présent en Hongrie, en Russie et en Lituanie.

132 NOUVELLES COOPÉRATIVES

Depuis septembre 1996, 132 nouvelles coopératives d'épargne et de crédit ont vu le jour à l'intérieur des projets appuyés par DID. Une coopérative d'épargne et de crédit a vu le jour au Mali, trois en Côte-d'Ivoire, douze au Sénégal, une à Madagascar, une en Lituanie et 114 au Viêt-nam.

PAR AILLEURS

Destinée aux dirigeants du Mouvement Desjardins, aux partenaires de Développement international Desjardins ainsi qu'à ses employés, la revue d'information PAR AILLEURS est publiée deux fois par année.

Ce numéro a été tiré à 25 500 exemplaires (dont 24 000 encaints dans le n°1-1997 de La Revue Desjardins).

Responsable du bulletin:
Nadine Blackburn Oesimer

Rédaction:
Nadine Blackburn Oesimer, Louis Garneau,
Pierre Goulet, Colette Martin, Hélène Matte.

Production:
Design Eurêka!

Impression:
Imprimerie La Renaissance

Dépôts légaux:
Bibliothèque nationale du Canada et
Bibliothèque nationale du Québec.
ISSN 1195-6763
Imprimé au Canada.

Abonnements et courrier:
PAR AILLEURS
Développement international Desjardins
150, avenue des Commandeurs, Lévis (Québec)
Canada G6V 6P8

Tél.: (418) 835-2400
Télec.: (418) 833-0742
Internet: info@did.qc.ca

DID, partenaire privilégié de l'Agence canadienne de développement international (ACDI)

SEMAINE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

La Semaine du développement international (SDI) se déroulait du 2 au 8 février sous le thème « Le monde en tête ». Développement international Desjardins est associé à l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour souligner cette semaine par des activités visant à promouvoir une meilleure compréhension entre les peuples. Au nombre des activités de la semaine, une série d'émissions télévisées présentant des entrevues avec des artisans du développement international était diffusée sur les ondes de la télévision par câble. Deux conseillers terrain de DID, Nicole Dubois et Camille Moreau, ont participé à la réalisation de cette série. La Fédération des caisses Desjardins du Saguenay-Lac-Saint-Jean a également tenu des activités dans sa région.



Cette Semaine a également été l'occasion de lancer le site internet du Programme d'appui à la mobilisation de l'épargne dans la francophonie (PAMEF) que l'on peut visiter à l'adresse suivante: <http://pamef.org/>

DID CONCLUT DE NOUVEAUX PARTENARIATS

DID a signé une entente avec la Fédération nationale des coopératives d'épargne et de crédit du Pérou (FENACREP) pour un projet d'appui qui vise à améliorer les services d'intermédiation financière auprès des petits et moyens épargnants et emprunteurs du Pérou. Ce projet de près de 4 millions de dollars prévoit la mise en place de 30 coopératives au cours des cinq prochaines années. Au Viêt-nam, la deuxième phase du projet de finances rurales a été conclue pour une durée de trois ans. La République tchèque d'une économie planifiée vers une économie de marché. Rappelons que DID est déjà présent en Hongrie, en Russie et en Lituanie. Le financement de ces projets est assuré par l'ACDI.

DESJARDINS S'ASSOCIE À L'UNIVERSITÉ LAVAL

Développement international Desjardins (DID) s'associe à l'Université Laval pour la création d'une chaire de recherche et de formation en développement international. Celle-ci vise la recherche appliquée et la formation d'étudiantes et d'étudiants d'origine canadienne ou étrangère dans des domaines tels que l'accès aux produits financiers pour les populations les plus démunies, les produits d'assurance et de caisses de retraite, l'habitat et son financement ainsi que le rôle des femmes dans le développement. Les travaux porteront principalement sur les problèmes auxquels font face les pays d'Afrique et d'Amérique latine par l'élaboration de nouveaux modèles économiques de développement et une meilleure connaissance du microfinancement, un des principaux secteurs d'intervention de DID. Le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) est l'un des principaux partenaires de cette nouvelle chaire. L'honorable Don Boudria, ministre de la Coopération internationale du Canada et ministre responsable de la francophonie, a participé à l'inauguration de cette chaire en janvier dernier.

DEUX ADMINISTRATEURS VISITENT LES PROJETS DE DID EN LITUANIE

En juillet dernier, MM. Paul Massicotte et Maurice Lévesque, administrateurs à DID, ont effectué une mission d'observation en Lituanie. Leur séjour leur a permis de se familiariser avec le projet de mise en place d'un réseau coopératif d'épargne et de crédit dans ce pays. Ils ont également eu l'occasion d'échanger avec des représentants de l'Union des agriculteurs et de la Chambre d'agriculture de la République de Lituanie, des partenaires de DID dans ce projet. MM. Massicotte et Lévesque, lors de leur constat devant le conseil d'administration, ont insisté grandement sur l'importance pour ces populations d'avoir accès au crédit.

